

"L'Europe a mal joué" et a été "poussée dans une logique allemande" sur le dossier ukrainien, selon l'analyste Michel Fayad

par Emma ALLAMAND

Publié le 16 août 2025 à 12h44

Suivez la couverture complète
Ukraine : 4^e année de guerre

Partager cet article

Après la rencontre [entre Donald Trump et Vladimir Poutine](#), un accord entre grandes puissances sur le règlement de la guerre en Ukraine pourrait se jouer sans le principal intéressé, Volodymyr Zelensky. Kiev dispose pourtant du soutien de poids des Européens. *"C'est là où on voit que l'Europe n'a pas agi comme il le fallait à plusieurs reprises",* charge Michel Fayad, analyste géopolitique, interrogé sur le plateau de LCI, samedi 16 août.

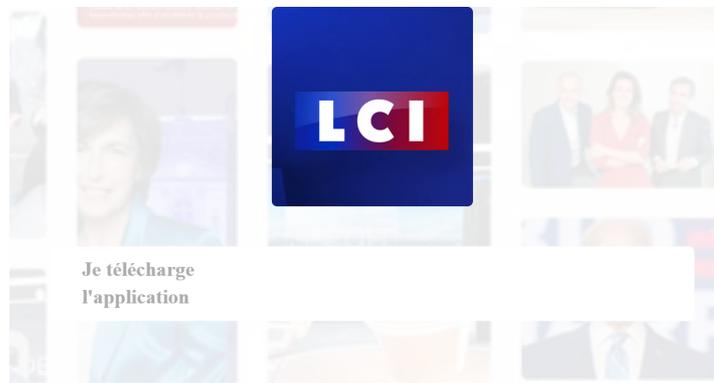
Leur premier handicap ? Tous les liens avec la Russie ont été rompus dès le début de la guerre. *"En maintenant un lien de communication avec votre ennemi, alors vous pouvez prétendre à ["être à la table des négociations"](#) le jour venu où on veut négocier la paix",* rappelle le spécialiste.



GRATUIT

L'info internationale en direct sur LCI

Regardez LCI en direct partout, où que vous soyez et quand vous le souhaitez avec l'application gratuite TF1INFO.



LIRE AUSSI

Une dissuasion nucléaire européenne sous l'égide de Berlin ? La proposition d'un député allemand fait polémique

Cette [faiblesse diplomatique](#) s'est ensuite aggravée par la position adoptée vis-à-vis des États-Unis. *“”“L'Europe a mal joué”“”* aussi face à Donald Trump et à ses menaces de droits de douane. Le Vieux Continent avait des leviers, comme le [gaz naturel liquéfié](#), mais a préféré accepter d'importants compromis pour ne pas froisser l'imprévisible président américain. *“On a donc été poussé dans une logique allemande, parce que les Allemands, eux, avaient un intérêt dans cette négociation commerciale”*, précise Michel Fayad.

En outre, *“l'Allemagne est en train d'utiliser cette guerre pour se reconstituer en tant que puissance à la fois militaire et diplomatique”*, analyse le spécialiste en géopolitique. *“L'Allemagne, maintenant, veut se doter d'ici 2030 d'un budget militaire de 165 milliards d'euros, ce dont la France est vraiment très loin. Et en plus de ça, elle réclame la rotation du siège de la France au Conseil de sécurité des Nations unies et la rotation de la dissuasion nucléaire française”,* pointe-t-il. *“C'est quand même assez fort.”* Berlin chercherait donc, selon Michel Fayad, à tirer profit de la situation pour revenir au premier plan sur la scène internationale, même si cela doit être aux dépens du poids de la France et des Européens.

Emma ALLAMAND